



EDITO

LES ENSEIGNANTS DEMANDENT DU RESPECT !

URGENCE
SERVICE PUBLIC
D'ÉDUCATIONAction /
Réaction**Mobilisé·es**
dès la rentrée
parce qu'une
autre école est
possible...

#unplandurgencepourlecole



GRÈVE 23 SEPTEMBRE

RENTRÉE 2021 : CE SONT DES MOYENS QU'IL NOUS FAUT !

TOUS·TES EN GRÈVE LE 23 SEPTEMBRE

Alors que les enseignant.es viennent de reprendre le chemin de leur classe, avec l'inquiétude de « fermetures-dominos » pour cause de possibles transmissions du COVID, Jean-Michel Blanquer multiplie les polémiques stigmatisantes et avance son projet de libéralisation de l'école sur fond d'inégalités scolaires renforcées. L'individualisation des carrières, la hiérarchisation rampante telles les mesures annoncées sur Marseille continuent de vouloir redessiner le fonctionnement de l'école.

La crise du Covid a mis en lumière la pénurie budgétaire et le sous-investissement chronique dont souffre l'ensemble des services publics.

Classes surchargées, enseignants non remplacés, locaux délabrés... comme dans les hôpitaux, durant la crise du Covid, l'école n'a tenu que grâce à l'investissement des personnels de l'éducation. Pourtant, les efforts fournis n'ont donné lieu à aucune reconnaissance.

Dans notre département, la dotation insuffisante de postes d'enseignants pour faire face aux besoins réels a conduit la DASEN du 92 à refuser des temps partiels à 80% pour les enseignants qui en bénéficiaient de droit les années précédentes. Le Grenelle de l'éducation, qui devait aboutir à une revalorisation historique des salaires des enseignants, a accordé une petite prime à une partie seulement des personnels, alors que le point d'indice est toujours gelé et que le mépris exprimé par notre ministre et nos hiérarchies est toujours d'actualité !

La grève du 23 septembre vise à dénoncer ces politiques éducatives et de sous-investissement de l'école et doit permettre de poser la nécessité d'un tout autre projet.

Les politiques éducatives actuelles renforcent les inégalités scolaires en tournant le dos à une culture partagée ambitieuse et émancipatrice. En imposant des « fondamentaux » guidés par des évaluations normatives, des formations recadrées et des pratiques d'individualisation, le ministre affaiblit le métier enseignant. Pourtant, consacrer 7,7% du PIB à l'éducation permettrait une dotation supplémentaire de 25 milliards d'Euros. De quoi ouvrir le champ des possibles.

sant des « fondamentaux » guidés par des évaluations normatives, des formations recadrées et des pratiques d'individualisation, le ministre affaiblit le métier enseignant. Pourtant, consacrer 7,7% du PIB à l'éducation permettrait une dotation supplémentaire de 25 milliards d'Euros. De quoi ouvrir le champ des possibles.

PROTECTION SANITAIRE AFFAIBLIE

Enfin, alors que les personnels tiennent le service public d'éducation depuis le début de la pandémie, le ministre persiste à minimiser la contagiosité dans un milieu scolaire où les enfants, au vu de leur âge, ne sont pas vaccinés. Alors que le variant Delta a changé la donne et que des médecins alertent sur la nécessité de protéger la santé des élèves, les choix des niveaux du protocole restent sans critères, les capteurs de CO2 sont peu présents dans les écoles faute d'un plan national, les tests ne constituent pas une réelle stratégie de dépistage. La protection des écoles constitue pourtant un enjeu de santé publique.

Comment ne pas être indigné par la politique du gouvernement Macron qui n'a cessé de multiplier les mesures de contrôle de la population (attestations de déplacements, pass sanitaire...) quand les mesures élémentaires qui s'imposaient depuis le début de la pandémie n'ont pas été prises telles que l'ouverture de lits d'hôpitaux, l'embauche d'enseignants permettant l'alléger les effectifs par classe...

Les raisons de se mobiliser le 23 septembre ne manquent pas.

Pour un plan d'urgence dans l'éducation, pour les postes, les salaires, l'amélioration des conditions de travail, le SNUipp avec la FSU, la CGT, sud éducation et FO appellent les personnels à se mettre en grève.

Nous venons d'affectuer une deuxième rentrée sous COVID, après un an et demi de crise sanitaire, et c'est toujours la même impréparation.

Les enseignant.es grâce au dévouement desquel·les le lien avec les élèves a toujours été maintenu et les écoles ont pu rester ouvertes, les enseignant.es qui se sont donnés sans compter pour le Service Public d'Éducation, au mépris parfois de leur santé et de leur vie de famille, apprennent, encore une fois par voie de presse, quel sera le protocole sanitaire à la rentrée. Alors que tous les indicateurs confirment que nous sommes au cœur d'une quatrième vague de la pandémie, et que les expériences passées ont mis en lumière le fait que les écoles fonctionnent en flux tendu et souffrent souvent d'un manque de personnel, aucune mesure n'est prise pour recruter et pour rendre de nouveau le métier attractif. La seule réponse est le mépris, de notre Président, de notre ministre, de notre Directrice Académique. Etre tous et toutes en grève le 23 septembre sera une réponse forte, les raisons de se mobiliser sont nombreuses (lire ci-dessous).

Nous espérons vous retrouver nombreux·ses aux assemblées générales et à la manifestation pour crier haut et fort nos revendications pour l'Ecole.

Nous vous disons donc à très bientôt.

Fabienne ROUVRAIS, pour le SNUipp-FSU 92

DÉLÉGATION DES PERSONNELS

DÉCLARATION PRÉALABLE, CTSD DU 07/09/21

Madame la Directrice Académique,

Quelques jours avant la rentrée, nous vous faisons part du sentiment de mépris qui dominait chez de nombreux·ses enseignant·es du département. Moins d'une semaine après la rentrée, ce sentiment est loin d'avoir disparu. Combien d'enseignant·es à temps partiel attendent encore de connaître leurs jours travaillés, quand ceux-ci ne changent pas du jour au lendemain, combien de demandes de recours pour les temps partiels à 80 % n'ont pas encore obtenu de réponse, quand celles-ci n'ont pas été perdues, combien d'équipes sont déstabilisées car les compléments à ces temps partiels ne sont pas nommés, justement car le recours n'est pas encore examiné ?... La liste pourrait continuer à s'allonger. Et qu'en est-il des masques qui devaient arriver dans les circonscriptions avant la rentrée ? Sans parler de la nature même de ces masques, avec lesquels il est impossible d'enseigner tellement ils sont épais.

Non, la rentrée ne se passe pas bien. Non, les conditions d'accueil des élèves ne sont pas optimales. Non, les conditions de travail des personnels ne leur permettent pas d'être en bonne santé. Depuis le 2 septembre, le SNUipp-FSU 92 est sollicité par des équipes inquiètes pour l'année à venir, s'entendant annoncer qu'un comptage à la rentrée est prévu alors qu'elles ont passé de nombreuses heures à la préparer, et que tout peut être désorganisé à l'issue de ce CTSD. Nous sommes également contactés par des enseignant·es exerçant en RASED, très inquiets car le nombre de postes vacants leur fait craindre des conditions de travail très éprouvantes. Les directeurs·trices d'école doivent une nouvelle fois appliquer un protocole dont les modalités et subtilités sont connues au fur et à mesure, et se retrouvent encore face à des familles dans l'incompréhension, et qu'il faut rassurer, et bien sûr, sans aucun allègement de leurs autres tâches.

Le SNUipp-FSU vous exprime donc sa grande inquiétude pour celles et ceux qui, depuis des mois, ne se ménagent pas pour assurer la continuité du Service Public d'Éducation. Il n'est pas possible de continuer dans ces conditions, un plan d'urgence pour l'école est indispensable, c'est pourquoi l'ensemble des personnels est appelé à se mettre en grève le 23 septembre.

En cette rentrée, nous vous demandons, Madame la Directrice Académique, de ne procéder à aucune fermeture de classe, ce qui serait un signal positif fort envoyé à la profession.